



# **S'exprimer dans les urnes le 14 mars 2010 pour exiger des réponses à nos revendications**

**L**e monde du travail, la société civile, se retrouvent dans une situation économique et sociale de plus en plus difficile à vivre !

Ces dernières années marquent une forte dégradation des conditions de vie pour la quasi totalité des citoyens. Il serait simpliste, faux, de reporter toutes ces difficultés sur cette "crise", que certains déclarent venir d'ailleurs.

La situation que nous vivons, que nous subissons, est le résultat de décisions politiques ou de nondécisions politiques.

**En affirmant cela, le Syndicat CGT Michelin, la Fédération Nationale des Industries Chimiques assument pleinement leurs responsabilités en portant un syndicalisme de classe et de masse, indépendant des partis politiques, MAIS PAS NEUTRE.**

Des millions de salariés regardent avec attention la CGT face à cet enjeu majeur que représente **l'avenir de nos droits à la retraite !**



**Ils ont raison, même si la CGT, son action avec les salariés, reposent sur la création de rapports de forces pour faire prendre en compte nos revendications face aux décideurs.**

Décideurs dans les entreprises, le patronat, décideurs dans les institutions de la République au niveau des territoires (*mairies, régions*) ou au niveau national (*Assemblée Nationale et Présidence Française*).

**Le patronat mène au quotidien la "lutte des classes" en préservant ses propres intérêts, ses privilèges, au mépris et à l'encontre de l'avenir des salariés et de leurs familles.**

- C'est ainsi que depuis 30 ans, le patronat bénéficie de milliards d'Euros d'aides sous toutes formes, au travers des lois votées par les députés, de financements régionaux obtenus sans aucun contrôle ni respect d'éventuels "engagements" sur l'emploi. Ces milliards d'Euros dont profite le patronat, ce sont nos impôts, nos cotisations sociales, indispensables pour garantir notre protection sociale.
- En 2007, au lendemain de l'élection présidentielle, la 1<sup>ère</sup> décision politique prise a été de faire cadeau de 15 milliards d'Euros d'impôts aux plus fortunés... Quelques mois plus tard, les mêmes "décideurs politiques" votaient des lois de régression sociale avec l'instauration de la "franchise médicale", des remboursements de médicaments, la culpabilisation des chômeurs subissant de nouveaux reculs sociaux.
- L'année dernière, pour satisfaire les financiers des banques, l'Etat a ouvert un compte de 300 milliards d'Euros disponibles pour soutenir la rentabilité du secteur financier.

- Aujourd'hui, les médias, au service des "décideurs patronaux et politiques", martèlent le "déficit présumé" de la Sécurité Sociale à hauteur de 8 milliards d'Euros !
- Il y a quelques jours, le Pôle Emploi (ex ASSEDIC & ANPE) annonce que près d'un million de chômeurs va se retrouver en fin de droits en 2010... alors qu'avec la moitié des profits des entreprises du CAC 40 cotées en Bourse, il y aurait de quoi financer la création d'1.4 million emplois rémunérés 1600 Euros par mois.

**Non** il n'y a pas de "crise" ! Il y a des projets politiques qui visent à renforcer la puissance financière des multinationales par l'asservissement des moyens, des richesses publiques, des garanties sociales.

La pauvreté se répand et s'accroît dans ce pays alors que les richesses sont immenses mais ne profitent qu'à certains privilégiés.

**Face à cette réalité, le Syndicat CGT Michelin, la Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT appellent le monde du travail à se mobiliser pour faire entendre ses revendications.**

**C'est en avançant ensemble, avec détermination, lucidité, dans l'action que nous arriverons à nous faire entendre.**

**L**es élections régionales seront un moment fort pour exprimer nos exigences en votant pour ceux qui sont à nos côtés dans les diverses initiatives et actions.

Utilisons pleinement cet espace de débats qui s'ouvre pour porter nos exigences de progrès social, pour interpeller les candidats sur les responsabilités et exiger des actes en phase avec les discours.

## Exigeons des engagements sur :

- ☛ LA RETRAITE A TAUX PLEIN A 60 ANS OU APRES 37,5 ANNEES DE COTISATIONS.
- ☛ LA RETRAITE A 55 ANS (TRAVAUX PENIBLES).
- ☛ UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE GARANTISSANT NOS EMPLOIS.
- ☛ UNE RELANCE ECONOMIQUE S'APPUYANT SUR LE PROGRES SOCIAL AVEC LE DROIT DE VETO POUR LES C.E. EN CAS DE LICENCIEMENTS COLLECTIFS.
- ☛ LA REVALORISATION DES SALAIRES AVEC UN SMIC A 1 600 €.